



**ACTED**



**Search for  
Common Ground**  
Confiance, Collaboration, Percées



**Terre des hommes**  
Aide à l'enfance.



# SCAN DE CONFLITS

## Programme de Résilience et de cohésion Sociale au Sahel (PROGRESS)

**BURKINA FASO - MALI - NIGER**

**NOVEMBRE 2022**

POUR TOUTE INFORMATION SUR LA RECHERCHE

POUR TOUTE INFORMATION SUR PROGRESS

**Harouna Salé**

*Expert Régional sensibilité au conflit et  
plaidoyer*

**Search for Common Ground**

Adresse: Bamako, ACI 2000

Tél. + 223 83967000

Email : [hasale@sfcg.org](mailto:hasale@sfcg.org)

**Anisa Vokshi**

*Chief of Party - PROGRESS*

**Action Contre la Faim**

Adresse : Bamako, Karofina

Email : [avokshi@wa.acfspain.org](mailto:avokshi@wa.acfspain.org)

**Abdoulaye Ouedraogo**

*Coordinator MEAL PROGRESS*

Email: [aouedraogo@wa.acfspain.org](mailto:aouedraogo@wa.acfspain.org)

## Table des Matières

---

<b>1. RESUME EXECUTIF</b>	4
<b>2. Contexte</b>	5
<b>3. Évolutions récentes des conflits</b>	6
3.1. Polarisation collective envers les groupes peuls dans les 3 pays	6
3.2. L'émergence des conflits autour de l'exploitation des ressources naturelles et foncières dans les 3 pays	8
3.2.1: Au Burkina Faso	9
3.2.2: Au Mali	11
3.2.3. Au Niger	11
3.3. Les conflits liés aux actions des GANEs au Mali	13
<b>4. ANALYSE NE PAS NUIRE ET RECOMMANDATIONS</b>	14
4.1. Analyse ne pas nuire	14
4.2. CONNECTEURS ET DIVISEURS	19
<b>5. Recommandations pour accroître la sensibilité au conflit</b>	20
5.1. RECOMMANDATIONS PROGRAMMATIQUES	20
5.2. RECOMMANDATIONS OPERATIONNELLES	21
<b>6. CONCLUSION</b>	22

## Liste des acronymes

---

**ACF** : Organisation Internationale Non-Gouvernementale « Action contre la Faim »  
**ACTED**: Organisation Internationale Non-Gouvernementale « ACTED »  
**ADKOUL**: ONG locale Non-Gouvernementale nigérienne « ADKOUL »  
**AGR** : Activités Génératrices de Revenus  
**AQMI** : Al-Qaïda au Maghreb Islamique  
**CEP**: Champs École Paysan  
**CfW**: Cash for Work (travail contre argent)  
**CGA**: Common Ground Approach (Approche Common Ground)  
**CSCOM**: Centre de Santé Communautaire  
**AVEC** : Association Villageoise de Crédits et d'Épargne  
**DNH**: Do No Harm (Ne pas Nuire)  
**EEF**: Eaux et Forêts  
**EEI** : Engin Explosif Improvisé  
**EIGS** : Etat Islamique dans le Grand Sahara  
**FGD**: Focus Group Discussion  
**FEFA** : Femmes Enceinte et Allaitantes  
**GANE** : Groupe Armé Non-étatique  
**GSAN** : Groupe de Soutien à l'Alimentation du Nourrisson  
**HDP**: Humanitaire, développement et paix  
**HM** : Holistic Management  
**HANI** : Hommes armés non-identifiés  
**JNIM** : Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans  
**KII**: Informateurs clés  
**ONU** : Organisation des Nations Unies  
**OCHA** : Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies  
**PDI** : Personnes déplacées Internes  
**Search**: Organisation Internationale Non-Gouvernementale « Search for Common Ground »  
**TEP** : Tribunes d'Expression Populaire  
**TdH**: Organisation internationales « Terre des Hommes »  
**Tin Tua**: ONG locale Non-Gouvernementale burkinabè « Tin Tua »  
**TM**: Transferts Monétaires  
**UE** : Union Européenne  
**WU-Pakwe**: ONG locale Non-Gouvernementale burkinabè « Wu Pakwe »

## 1. Résumé exécutif

Le Programme de Résilience et de Cohésion Sociale au Sahel (PROGRESS), mis en œuvre par un consortium de huit (8) organisations internationales et nationales<sup>1</sup>, vise à améliorer les conditions de vie, la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la cohésion sociale des populations vulnérables dans la zone des trois frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

En septembre 2022, Search for Common Ground (Search) a mené un scan des conflits pour analyser l'évolution des dynamiques de conflits depuis 2021 dans les régions les plus fragiles aux frontières entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. L'objectif de l'analyse était de hiérarchiser les informations sur les changements récents des dynamiques des conflits en s'appuyant sur les perceptions et les expériences des bénéficiaires pour accroître la sensibilité au conflit des activités du programme dans leurs mise en œuvre opérationnelle.

Les résultats de cette étude devraient permettre de renseigner les membres du consortium sur l'évolution des dynamiques des conflits dans les zones d'intervention du projet; afin d'identifier les risques et les opportunités liées aux activités du programme pour accroître leur sensibilité au conflit ; ; et enfin de proposer des mesures de mitigation pour une action plus sensible aux conflits.

Une approche qualitative a été utilisée à travers l'implication de 366 bénéficiaires des 5 résultats du programme répartis en 129 groupes de discussions (FGD) et 237 entretiens individuels (KII) dans les 22 communes d'intervention.

Selon les résultats clés de cette recherche, les tensions inter et intra-communautaires persistent dans les 3 pays, dont les causes communes sont principalement liées à l'accès et à l'exploitation des ressources naturelles et au droit de propriété exclusif de la terre d'un groupe au détriment d'un autre, ainsi que la situation sécuritaire liée à la présence des groupes armés non étatiques (GANEs). On observe également une polarisation croissante envers les groupes identitaires Peuls, car une partie de la population estime qu'ils sont affiliés à GANEs, contribuant à de fortes divisions communautaires et un sentiment accru de marginalisation à leur égard, ce qui a un impact négatif sur la cohésion sociale et la prévention de l'extrémisme violent.

Ce scan de conflits a également permis d'analyser l'interaction entre les activités du programme PROGRESS et les évolutions récentes de conflits. Les activités telles que l'appui à la récupération des terres, la restauration des terroirs agricoles, les aménagements hydro-agricoles, la construction et l'entretien des puits pastoraux et la reconstitution sociale du cheptel pourraient influencer négativement le contexte si des activités de collaboration et de mise en confiance ne sont prévues.

Toutefois, il convient de noter que, selon les résultats de cette recherche, les activités du programme ont eu des impacts positifs sur le renforcement de la cohésion sociale verticale et horizontale. Ainsi, la stratégie d'intervention du programme doit porter une attention particulière à ces types d'activités au cours de la troisième année de mise en œuvre afin de transformer les conflits identifiés en opportunités de paix.

---

<sup>1</sup> Partenaires internationaux (ACF – SFCG – TdH – ACTED) et partenaires nationaux (ADKOUL, WU Pakwe, Tin Tua et Tassaght).

Enfin, des recommandations programmatiques exploitables sont formulées pour répondre aux tendances de conflit en renforçant la sensibilité aux conflits des activités du Consortium PROGRESS au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

## 2. Contexte

En 2022, plus de 30 millions de Sahéliens auront besoin d'une assistance humanitaire et de protection, soit plus de 2 millions de plus qu'en 2021<sup>2</sup> selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA). L'évolution des dynamiques de conflits dans la zone des trois frontières<sup>3</sup> est l'une des plus complexes de l'Afrique de l'Ouest. Elle a un impact négatif sur la cohésion sociale verticale et horizontale, contribue à la radicalisation des jeunes et limite l'accès des populations vulnérables aux services sociaux de base. La forte présence des groupes armés non-étatique (GANE) combinée au rétrécissement des zones agricoles et pastorales dû aux défis sécuritaires, climatiques et à la présence des déplacés internes / réfugiés pourrait augmenter le risque de confrontation entre les populations civiles.

C'est dans ce contexte et pour répondre à la crise complexe et interdépendante que traverse le Sahel central, qu'un consortium, nommé Programme de Résilience et de Cohésion Sociale au Sahel (PROGRESS), a été mis en place grâce au financement de l'Union Européenne (UE). Sous le lead d'Action Contre la Faim (ACF), le consortium regroupe 8 organisations non-gouvernementales internationales et nationales.

Dans le cadre de ce programme et au nom du consortium, Search a effectué un conflit scan pour comprendre les dynamiques de conflits dans les 21<sup>4</sup> communes du programme afin d'assurer une mise en œuvre sensible aux conflits en respectant les principes "ne pas nuire" (do no harm).<sup>5</sup> Pour ce faire, les objectifs suivants du scan de conflit ont été consensuellement acceptés entre Search et l'Unité de Direction du Consortium sous le lead d'ACF:

### Objectif général:

Analyser l'influence des dynamiques des conflits sur la planification opérationnelle du Consortium PROGRESS afin d'assurer une mise en œuvre sensible au conflit des activités du programme

### Objectifs spécifiques:

- Comprendre l'évolution des dynamiques de conflits (les connecteurs et les diviseurs) et leurs potentiels impacts sur la mise en œuvre des activités;
- Identifier les risques et opportunités liés afin d'accroître la sensibilité aux conflits à travers les activités du programme ;
- Formuler des recommandations pour améliorer le "do no harm" et mesures d'adaptation à l'endroit aux partenaires du Consortium individuellement et à travers l'Unité de Direction du Consortium (UDC) pour accroître la sensibilité aux conflits des activités du programme.

---

<sup>2</sup> <https://news.un.org/fr/story/2022/09/1126781#:~:text=En%202022%2C%20plus%20de%2030,de%20plus%20qu%27en%202021>

<sup>3</sup> Niger, Mali et Burkina Faso

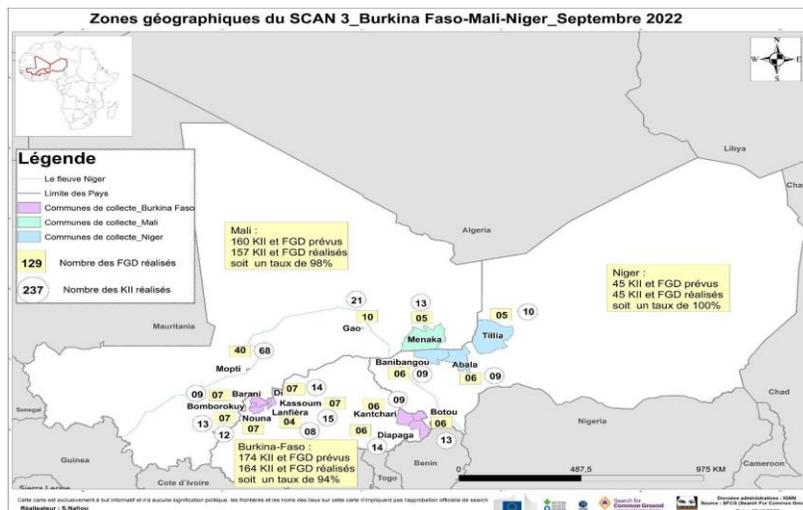
<sup>4</sup> Voir la carte ci-dessous.

<sup>5</sup> Ne pas Nuire est l'un des nombreux outils qui permet d'appliquer la sensibilité aux conflits aux politiques et programmes de développement et humanitaires.

## Méthodologie de la recherche

Une méthodologie qualitative a été conçue dans le but d’analyser l’évolution des dynamiques de conflit et leurs impacts (positifs et négatifs) sur les activités du programme. Search a effectué des consultations participatives avec les membres du consortium durant la conception des questions et de la méthodologie de recherche pour s’assurer que les membres sont impliqués dans toutes les phases de cette recherche. Les phases opérationnelles de la collecte des données qualitatives ont été conduites par des enquêteurs externes recrutés par Search en collaboration avec les équipes des coordinations-pays du consortium. Toutes les données qualitatives recueillies auprès des bénéficiaires du programme ont été collectées et transmises via l’application “Kobo” à l’équipe Suivi-évaluation de Search qui a procédé au traitement des données et à l’élaboration du premier rapport d’analyse par pays. Les rapports d’analyse pays ont été ensuite consolidés et renforcés sous la coordination de l’Expert sensibilité au conflit du Consortium.

La carte ci-dessous présente les 22 communes d’intervention réparties entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger et présente le nombre FGD et KII réalisés.



L’analyse des conflits a connu des limites ci-dessous dans les trois pays du Sahel central:

- La collecte des données a coïncidé avec la saison des pluies, ce qui a perturbé le calendrier et la disponibilité de certains participants au Burkina et au Mali.
- Au Niger, les partenaires du programme n’étaient pas disponibles à toutes les étapes de la collecte des données, ce qui a rendu difficile la mobilisation des bénéficiaires sur le terrain.
- Le temps nécessaire pour la réalisation et finalisation de la recherche reste très long pour être un véritable instrument de adaptation opérationnelle.

## 3. Évolutions récentes des conflits

### 3.1. Polarisation collective envers les groupes peuls dans les 3 pays

Dans les 3 pays du Sahel central, un conflit récurrent a été identifié durant ce scan de conflits, lequel est commun au 3 pays, Il s’agit **des conflits à base identitaire** lesquels favorisent la polarisation croissante

envers les peuls et leurs rôles dans l'intensification des groupes armés. Le conflit identitaire est ressorti dans les 3 pays de la recherche et est considéré comme l'un des plus à risque pour la cohésion sociale et l'augmentation de la violence intercommunautaire dans le Sahel central. L'émergence d'une forte perception d'appartenance aux GANE des groupes identitaires Peuls est ressortie dans les 3 pays.

Dans les 3 pays, selon les participants, ces conflits à base identitaire se manifestent par recrudescence de la violence entre les groupes identitaires vivant dans les zones du projet. D'après les perceptions des répondants, les causes de ce conflit se situent dans le fait que les groupes identitaires Peuls sont perçus comme majoritairement membres des GANE<sup>6</sup> ce qui crée la méfiance des uns et la marginalisation des autres<sup>7</sup>. Par exemple :

- **Au Burkina Faso, (1) les tensions entre Peuls et Gourmantchés dans la province de la Tapoa** où les Gourmantchés perçoivent sans distinction les Peuls comme responsables des attaques menées dans la région ; **(2) les tensions entre Peuls et Dogons dans la province de la Kossi**, (qui remonte à plusieurs années<sup>8</sup>) et celui entre **Peuls et Bwaba** où les Peuls seraient accusés responsables des enlèvements des bétails, **(3) les tensions entre Peuls et Samos dans la province du Sourou**, comme l'un des conflits le plus dangereux, car les groupes identitaires Peuls sont obligés de quitter leurs terres en raison de l'accusation croissante d'appartenance aux GANES.
- **Au Mali, (1) les tensions entre Peuls et Dogons<sup>9 10</sup> se manifestent** dans les zones du Centre par la perception que les groupes identitaires Peuls sont majoritairement membres du groupe extrémiste violent « *Katiba Macina*<sup>11</sup> ». Ainsi, la perception et les soupçons d'appartenance des groupes identitaires Peuls à la Katiba augmentent les risques de rejet et de marginalisation de ces groupes surtout lors des activités sociocommunautaires (fêtes – mariages – célébrations). Ce conflit persiste à Bondo, Dinangourou et Koro. **(2) Les tensions entre Peuls et Tamasheq** se manifestent par la concurrence autour des zones pastorales qui deviennent rares à cause de la situation sécuritaire, les effets du changement climatique et les besoins accrus des terres arables qui conduisent les agriculteurs à occuper les espaces de pâturage pour les transformer en espace de culture. Les groupes identitaires Peuls et Tamasheq sont des nomades et se rivalisent pour avoir accès aux zones de pâturage les plus abondantes. Cette concurrence autour pâturage est la cause directe du conflit entre les deux communautés. L'ampleur actuelle du conflit, qui se traduit par la marginalisation de certains groupes identitaire et leur « *rejet communautaire*<sup>12</sup> » dépasse celle constatée en 2021 par les participants, qui consistait à une collaboration difficile autour de l'exploitation des zones de pâturage. Les participants à l'étude rapportent que la situation a considérablement évolué, au point que certaines perceptions faisaient soupçonner les groupes identitaires Peuls et Tamasheq d'utiliser

---

<sup>6</sup> Affirmation soutenue par un article de TV5 Monde : <https://information.tv5monde.com/afrique/burkina-faso-la-communaute-peule-stigmatisee-amalgame-et-risque-de-guerre-civile-468849>

<sup>7</sup> Cette perception polarise les relations inter-communautaires et engendre donc la marginalisation systématique des Peuls dans les localités au cours des activités communautaires telles que les fêtes, les célébrations et les mariages qui sont les occasions de rapprochement intercommunautaire.

<sup>8</sup> Lire l'article de Tabital Pulaaku Burkina : (<http://lefaso.net/spip.php?article48281>)

<sup>9</sup> Les causes de ces conflits remontent à la création du groupe en 2015 dont le nom fait référence à l'Empire Peuls du Macina qui serait compris entre les régions de Mopti et de Ségou

<sup>10</sup> Pour mieux comprendre ce conflit depuis 2019, lire cet article de la BBC : <https://www.bbc.com/afrique/region-47700581>

<sup>11</sup> La katiba Macina, aussi appelée Front de libération du Macina (FLM) par les médias est une unité combattante des GANE qui apparaît en janvier 2015 lors de la guerre du Mali (Wikipédia : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Katiba\\_Macina](https://fr.wikipedia.org/wiki/Katiba_Macina))

leurs appartenances aux GANE présents dans la zone (EIGS, AQMI, JNIM) pour prendre le contrôle des zones de pâturage et les points d'eau essentiels à la survie des animaux. À Gao et à Ménaka, les participants affirment que les deux communautés sont fortement représentées dans ces GANES. Ce conflit affecte négativement la cohésion sociale entre les deux communautés et pourrait accentuer le niveau de violence.

- **Au Niger, (1) les tensions à base identitaires entre Peuls et Zarma** dues aux affrontements entre GANE et groupes d'auto-défense ont un impact négatif sur la cohésion sociale. En effet, depuis 2021, les multiples attaques d'EIGS dans la région de Tillabéry ont motivé la création des groupes d'auto-défense pour la défense de la région. Selon la perception des participants, les deux groupes armés prédominants (EIGS et JNIM) sont essentiellement composés des groupes identitaires Peuls. Cette perception renforce les préjugés des groupes identitaires Zarma sur les Peuls. Selon plusieurs

**Témoignage d'un leader religieux :**  
« *Quand vous achetez un mouton au marché, les Daoussak vont dire que cela les appartient. Les Daoussak affirment que tous les animaux sur la frontières Niger – Mali leurs appartiennent. Cette attitude des Daoussak a créé beaucoup de conflit ici à Abala* ».

analyses et notamment celles de **Crisis Group**, les rivalités entre groupes d'autodéfense et l'EIGS risque de basculer la région de Tillabéry dans un conflit identitaire entre Peuls et Zarma<sup>13</sup>. Car, selon la perception des participants, les groupes d'autodéfense à Tillabéry sont quant à eux constitués des groupes identitaires Zarma. **(2) Les tensions entre Daoussak et vendeurs/acheteurs d'animaux** se manifestent par les contestations autour de

la vente de bétail. En effet, la fermeture des marchés communautaires au nord du Mali fait entrer les Daoussak sur les marchés locaux du Niger pour la vente de leurs animaux. Selon les participants, la vente d'animaux par les groupes identitaires Daoussak n'est jamais définitive, car ils revendiquent les animaux vendus sur le marché après avoir conclu l'accord de vente avec les populations locales. L'analyse des discussions révèle que sur les marchés, les Daoussak prétendent toujours que les animaux présents sur le marché d'Abala leur appartiennent, quelle que soit l'identité du vendeur. Cette revendication injustifiée entraîne un conflit violent entre les Daoussak et la population locale, qui les juge de "mauvaise foi". En conséquence, les habitants d'Abala refusent l'accès au marché aux groupes identitaires Daoussak.

### 3.2. La récurrence des conflits autour de l'exploitation des ressources naturelles et foncières dans les 3 pays

---

<sup>13</sup> Extrait de l'analyse de Crisis Groupe : Deux récents massacres de membres de la communauté zarma, perpétrés par des combattants d'une branche de l'Etat islamique, font même craindre une montée en puissance des violences à caractère ethnique. Des villageois zarma veulent prendre les armes pour lutter contre les djihadistes, qu'ils tiennent responsables d'une flambée de la criminalité et soupçonnent d'appartenir à la communauté peule dans leur majorité. A l'heure où elles envisagent différentes réponses, les autorités nigériennes devraient tenir compte des expériences malienne et burkinabé. (<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/niger/b172-murder-tillabery-calming-nigers-emerging-communal-crisis#:~:text=A%20la%20fin%202020%2C%20le.habitant%20de%20Tchomabangou%2C%20f%C3%A9vrier%202021>).

L'émergence des conflits **autour l'exploitation des ressources naturelles et foncières** est rapportée par les répondants comme étant récurrents.

### 3.2.1: Au Burkina Faso

Ce conflit se manifeste de différentes manières d'après les communautés interviewées dans les zones concernées par l'analyse. Ce conflit se traduit par des tensions entre agriculteurs et éleveurs, entre agriculteurs eux-mêmes, les tensions liées à l'accès à la terre et autour de l'exploitation des forêts et des points d'eau.

**Les tensions entre les agriculteurs et les éleveurs** sont fréquentes et répétitives<sup>14</sup> et se **manifestent pendant la transhumance<sup>15</sup> des bétails vers des zones agricoles pendant les périodes de soudures pastorales (Avril - mai - juin)**. Ce mouvement périodique des animaux à la recherche du pâturage entraîne une recrudescence de la violence entre les deux acteurs. La violence est principalement constatée pendant la saison des pluies et celle de la récolte agricole où les éleveurs libèrent les animaux dans les champs à la recherche du pâturage<sup>16</sup>.

L'insuffisance de pâturages et la fermeture des certains marchés communautaires<sup>17</sup> augmente les besoins en ressources agricoles et pastorales chez les éleveurs en raison d'inaccessibilité aux aliments bétail. A cet effet, les éleveurs sont dirigé discrètement vers les champs pour nourrie leurs animaux. Aussi, le contrôle exercé par les GANE sur certains marchés de l'Est et de la Boucle de Mouhoun ainsi que la limitation d'accès aux zones éloignée en raison de la présence d'engins explosifs improvisés (EEI), combinée à la mauvaise saison agricole 2021-2022,<sup>18</sup> augmentent les risques de conflits violents entre agriculteurs et éleveurs. **Les causes directes de ce conflit** se traduisent par les dégâts causés dans les champs par les bétails sur les chemins menant aux points d'eau et les espaces de pâturage, en plus du non-respect des règles régissant la transhumance (respect des couloirs de passage et des législations nationales). Ce conflit **se manifeste** par des violences verbales et pourrait se transformer en conflit très violent en fonction des dégâts causés par les animaux.

**Tensions entre agriculteurs**, 75 répondants sur 162 interviewés affirment l'existence de cette tension, notamment dans la commune de Botou (Tapoa), en raison du manque d'accès aux espaces agricoles dû à l'intensité des activités des GANE. Les causes directes de ce conflit résident dans l'évolution et la persistance de la situation sécuritaire qui prive les agriculteurs de leurs espaces agricoles. Cela provoque une concentration des agriculteurs vers les terres agricoles situées aux alentours des chefs-lieux des communes. Cette pression sur les champs des zones urbaines augmente davantage les risques de tensions

---

<sup>14</sup> Prévenir le conflit entre agriculteurs et éleveurs au Burkina Faso :

<https://www.thenewhumanitarian.org/fr/report/96674/burkina-faso-pr%C3%A9venir-les-conflits-entre-les-agriculteurs-et-les-%C3%A9leveurs>

<sup>15</sup> La transhumance au Burkina Faso : [file:///C:/Users/Lenovo%20E15/Downloads/Dashboard\\_TTT\\_BFA\\_20Mars.pdf](file:///C:/Users/Lenovo%20E15/Downloads/Dashboard_TTT_BFA_20Mars.pdf)

<sup>16</sup> Sans attendre la libération des champs par les agriculteurs, les éleveurs à la recherche du pâturage conduisent leurs animaux dans ces champs. Cette pratique met fin à la collaboration entre ces deux acteurs.

<sup>17</sup> Dans la région de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel, plusieurs marchés secondaires sont toujours fermés à cause du niveau d'insécurité élevé ; on peut citer entre autres les marchés de Foubé (Centre-Nord), de Mansila, de Kelbo, de Tongomayel (Sahel), de Toeni (Boucle du Mouhoun), de Tambarga et Tankoualou (Est). Bien que ces marchés ne sont pas dans les zones du programme, leur fermeture impacte fortement la circulation des céréales dans les deux régions : Boucle de Mouhoun et l'Est. (Source PAM :

[https://fscluster.org/sites/default/files/documents/bulletin\\_conjoint\\_dinformation\\_sur\\_les\\_marches\\_pam\\_sonagess\\_juin\\_2022.pdf](https://fscluster.org/sites/default/files/documents/bulletin_conjoint_dinformation_sur_les_marches_pam_sonagess_juin_2022.pdf)).

<sup>18</sup> Société Nationale de la Gestion des Stocks de Sécurité Alimentaire :

[https://fscluster.org/sites/default/files/documents/bulletin\\_conjoint\\_dinformation\\_sur\\_les\\_marches\\_pam\\_sonagess\\_juin\\_2022.pdf](https://fscluster.org/sites/default/files/documents/bulletin_conjoint_dinformation_sur_les_marches_pam_sonagess_juin_2022.pdf)

entre agriculteurs. Les **causes sous-jacentes** sont liées aux effets du changement climatique et le non-respect de la limitation des champs entre les agriculteurs d'une part et les conflits fonciers d'autre part. La Boucle du Mouhoun est une région à forte pluviométrie, ce qui entraîne assez fréquemment l'effondrement des barrières mises en place entre les différents champs contigus, contribuant ainsi aux tensions entre les communautés agricoles pensant que c'est de la faute d'un des leurs voisins (manifestation du conflit).

**Tensions autour de l'exploitation des forêts et des points d'eau**, représentent un des conflits le plus violent selon les répondants.

- **Dans la province de la Tapoa**, le conflit autour de l'exploitation des forêts est causé par la rareté des ressources forestières et fauniques, qui sont l'une des sources de revenus de la population et son principal moyen de subsistance primaire<sup>19</sup>. L'interdiction de couper le bois et l'herbe dans les forêts par les autorités des Eaux et Forêts (EEF) conduit à de violents affrontements avec la population. Ces conflits sont plus fréquents dans l'Est du Burkina (Diapaga - villages de Mangou, Bagali, Kanda et Botou - village de Diagourou).
- **A la Boucle du Mouhoun** (communes de Kassoum, Dii, Barani), le **conflit autour de l'exploitation des points d'eau** a été identifié par les participants comme un conflit récurrent en raison de l'inaccessibilité à ces points d'eau dû à l'insécurité, ce qui accroît la pression sur les quelques points d'eau existants et accessibles à Kassoum, Dii et Barani.

Les **femmes** sont plus touchées par ce conflit, car elles utilisent les bornes fontaines plus que les hommes. Les causes de ces tensions sont le non-respect des règles de la gouvernance des points d'eau, notamment les rangées autour des bornes fontaines. Aussi, les **personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI)** sont également touchées par ce conflit, car elles n'ont pas la priorité pour accéder aux fontaines à eau puisqu'elles sont considérées comme des personnes étrangères.

**Tensions communautaires autour de l'accès à la terre: la majorité des répondants affirment que ce conflit lié à la terre** est prédominant dans les deux régions de l'étude, notamment dans les communes de Nouna, Bomborokuy, Kassoum et Lanfièra dans la Boucle du Mouhoun, Diapaga, Botou et Kantchari dans la province de l'Est (Tapoa).

- **Ces tensions peuvent être induites par des divisions à base identitaire.** Les tensions liées à la terre sont causées par le recours au droit coutumier de contrôle exclusif des terres par un seul groupe communautaire dit les "*autochtones*" qui sont: **les Bwaba et les Samos dans la Boucle du Mouhoun, les Gourmantchés dans la province de la Tapoa**. Ces trois (3) groupes identitaires se considèrent comme les propriétaires terriens, par succession ancestrale. En dehors de ces communautés autochtones, tous les autres groupes doivent utiliser la terre de façon temporaire sans en avoir la propriété exclusive quel que soit la durée de l'occupation. Ce conflit se manifeste par le refus de reconnaître la propriété foncière de toute personne (quel que soit le niveau d'investissement réalisé sur le domaine) en dehors de ces groupes dits autochtones. Cette attitude pourrait se transformer en un conflit violent entre les deux groupes.
- **Ces tensions opposent les PDI aux communautés hôtes.** Selon les propriétaires fonciers, les PDI n'ont pas le droit d'être propriétaires permanents des terres, quelle que soit la durée de leur séjour, car ils sont considérés comme des étrangers dans les localités.
- **Ces tensions peuvent également être liées au genre :** La norme sociale sur l'héritage des femmes limite leur accès équitable à la terre. En effet, selon les répondants, les femmes ont un accès très limité à la terre pour développer une activité de productions agricole ou maraichère, car la norme

---

<sup>19</sup> La plupart de la population utilise ces ressources dans la médecine traditionnelle (pharmacopée) et vendent les dérivés de ces produits pour la survie de leur ménage.

sociale considère que les femmes ne sont pas propriétaires fonciers par principe coutumier. Celles qui prennent le risque d'acheter des terres ou se voir attribué par l'intermédiaire d'une organisation humanitaire peuvent se les faire arracher par un homme autochtone à tout moment. Certes aucun acte de violence n'a été soulevé par les participants, mais les tensions existent et ce conflit pourrait à tout moment s'exploser et créer l'affrontement entre les autochtones et les autres membres de la communauté.

### 3.2.2: Au Mali

Le conflit autour de l'accès et l'utilisation des ressources naturelles se manifeste par des tensions entre agriculteurs - éleveurs - pêcheurs et entre agriculteurs eux-mêmes.

**Tensions entre agriculteurs-éleveurs et éleveurs -pêcheurs** autour des ressources naturelles se manifestent dans les régions de Gao, Ménaka et Mopti par de violents affrontements entre les *agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs*<sup>20</sup>. A la recherche du pâturage et des points d'eau, les éleveurs détruisent sur leur passage les champs et les filets de pêches, ce qui provoque la confrontation avec les agriculteurs. Ce conflit est plus récurrent dans les communes de Anderamboukane (région de Ménaka), N'Tillit et Tessit (région de Gao), Bondo, Dinangourou, Dougoutènè 1, Koro, Madougou et Yoro (région de Mopti). Ce conflit entre agriculteurs, éleveurs et pêcheurs a un impact direct sur la cohésion sociale et les risques de violences inter-communautaires pourraient s'accroître pendant la période de pluie et de soudure pastorale et agricole.

**Tensions entre agriculteurs** autour du foncier se manifestent par la rareté des terres cultivables ainsi que les contestations autour de l'héritage des terres dans les cinq (5) communes de la région de Mopti (Bondo, Dougoutènè 1, Dinangourou, Madougou et Yoro). Les analyses montrent que les causes de ce conflit sont liées au fait que l'aménagement des terres agricoles ne suit pas le rythme de la croissance démographique. Cela augmente la pression sur les terres agricoles accessibles et accroît le risque de conflits violents entre les agriculteurs. La majorité d'agriculteurs qui n'ont pas de documents légaux de propriété délivrés par les collectivités territoriales (Mairies ou administration territoriale) s'appuient sur l'acquisition coutumière, qui s'attribue par la durée d'occupation de la terre ou la succession coutumière pour obtenir la pleine propriété. Ce mode d'acquisition de la terre renforce les lignes des divisions entre les communautés, car les contestations autour des espaces agricoles sont fréquentes

### 3.2.3. Au Niger

Cette analyse montre que le conflit lié à l'accès et l'utilisation des ressources naturelles au Niger comprend : les tensions entre agriculteurs, éleveurs, les tensions entre agriculteurs eux-mêmes, les tensions autour de l'utilisation des points d'eau, les tensions entre populations hôtes - PDI et réfugiés.

---

<sup>20</sup> FAO : Mali, conflit lié à l'exploitation des ressources naturelles (note de synthèse de l'étude) : [https://reliefweb.int/report/mali/mali-analyse-des-conflits-li-s-l-exploitation-des-ressources-naturelles-note-de-synthese#:~:text=En%20plus%20des%20tensions%20marqu%C3%A9es,int%C3%A9rieur%20\(r%C3%A9gion%20de%20Mopti\).](https://reliefweb.int/report/mali/mali-analyse-des-conflits-li-s-l-exploitation-des-ressources-naturelles-note-de-synthese#:~:text=En%20plus%20des%20tensions%20marqu%C3%A9es,int%C3%A9rieur%20(r%C3%A9gion%20de%20Mopti).)

**Tensions entre agriculteurs et éleveurs** sont récurrentes au Niger car la plupart des activités économiques des ménages sont largement tournée vers l'agropastoralisme<sup>21</sup>. En plus des effets du changement climatique, la situation sécuritaire que traverse le pays depuis 2013, empêche les éleveurs d'Abala, Banibangou et Tillia de se déplacer vers les zones de pâturage abondantes<sup>22</sup>. Selon les participants, pendant la période hivernale et de soudure, les éleveurs libèrent discrètement leur troupeau dans les champs et les jardins communautaires des agriculteurs pour détruire les cultures. Cet acte augmente le risque de violence et menace la cohésion sociale entre les deux acteurs.

*Témoignage d'un leader religieux : « il y'a un conflit entre éleveurs et agriculteurs dans la commune de Abala, qui est devenu violent parce que ça entraîné deux mort et des blessés graves dans les deux camps ».*

**Tensions entre éleveurs** se manifestent par l'insuffisance des zones de pâturage qui est dû à l'insécurité et les effets du changement climatique. En outre, les participants ont noté que les zones de pâturages et puits pastoraux sont largement contrôlés par quelques familles d'éleveurs qui exercent leurs contrôles exclusifs au détriment de la plupart des éleveurs. Les causes de ce conflit sont liées à la tradition des pasteurs qui lie chaque famille à un « terroir d'attache<sup>23</sup> » pastoral. Ce lien avec le terroir d'attache empêche systématiquement les autres groupes d'éleveurs (considérés comme étrangers) à abreuver leurs troupeaux ou utiliser les espaces de pâturages. Cette situation augmente les risques de conflits violents entre les éleveurs. Les participants ont relevé certains pouvant conduire à la violence tels que les vols d'animaux, enlèvements d'animaux et même d'affrontements violents.

**Tensions autour de l'utilisation des points d'eau**, demeurant récurrentes depuis les analyses du scan de conflit de 2021, avec les mêmes manifestations et les mêmes acteurs en compétition (les familles, les agriculteurs et les éleveurs). Ce conflit, dans les deux régions de la recherche (Tahoua et Tillabéry), se manifeste par la rareté des points d'eau et la pression exercée sur les quelques points d'eau existants. Les causes profondes de ces conflits sont liées à la mauvaise gestion des points d'eau pastoraux. Selon les participants, cette mauvaise gestion se traduit par des désaccords autour de l'utilisation des mares, des marigots et des puits pastoraux. Les violences verbales constatées lors de l'utilisation de ces points d'eau pourraient se traduire selon les participants en des scènes de violences physiques qui auront un impact négatif sur la cohésion sociale.

**Tensions entre populations hôtes et réfugiés/ PDI**. Le déplacement massif de populations à de graves répercussions sur la cohésion sociale entre les PDI et les populations hôtes. Selon les participants, ce conflit se manifeste par la perception des populations hôtes qui considèrent les PDI comme une menace pour leurs moyens de subsistance et les services sociaux de base. Les causes de ce conflit sont liées à la rivalité pour l'accès aux rares ressources naturelles disponibles et les services sociaux de base qui sont déjà en capacités réduites en raison du contexte sécuritaire.

Cette perception est plus préoccupante dans les communes d'Abala et Tillia où il y a une forte présence de réfugiés fuyant les violences des GANE au Mali et de PDI fuyant les zones de violences à Tillabéry et Tahoua, dont certains sont présents depuis 2021. Bien que le risque de conflit entre les PDI et la population hôte soit assez récurrent, selon les participants, ce conflit a diminué grâce aux interventions de cohésion sociale menées par PROGRESS. Toutefois, certains participants pensent toujours que toutes les difficultés

<sup>21</sup> <http://www.hubrural.org/Conflit-entre-eleveurs-et-agriculteurs-au-Niger-encore-des-victimes-a-Tanda.html>

<sup>22</sup> Lire l'article : A Tillabéry, les agropasteurs à l'épreuve du changement climatique et des conflits : <https://reliefweb.int/report/niger/niger-tillab-ri-les-agropasteurs-l-preuve-du-conflit-et-du-changement-climatique>

<sup>23</sup> <https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrate/9069IIED.pdf>

rencontrées dans le fonctionnement des services sociaux de base ainsi que la rareté des ressources naturelles sont de la faute des PDI.

### 3.3. Les conflits liés aux affrontements entre GANEs au Mali

Le **conflit entre GANE** n'est ressorti qu'au Mali. Il se manifeste par la rivalité entre groupes armés pour le contrôle des territoires qui a un impact direct sur la cohésion sociale et le déplacement de la population.

Les participants de **N'Tillit et Tessit (région de Gao)** ont exprimé que ce conflit **se manifeste** par les violentes confrontations entre les GANE ont un impact négatif direct sur la cohésion sociale.

**Au Centre (Mopti)**, seuls les participants des communes de Bondo, Dinangourou, Koro et Yoro se sont relativement prononcés sur l'impact de cette confrontation entre GANEs et les groupes d'auto-défense Dozo sur la cohésion sociale. Ladite confrontation entre les GANE et les groupes d'auto-défense à pour cause le ciblage des certains groupes identitaires au détriment d'autres. Dans ce cas, les populations civiles qui ne sont ni de l'un ni de l'autre groupe pourraient se confronter à un choix à faire entre les différents groupes pour protéger leurs vies et leurs biens. Cette situation augmente les risques de violence.

## 4. Analyse ne pas nuire et recommandations

### 4.1. Analyse ne pas nuire

Cette analyse Do No Harm (DNH) permettra au Consortium de créer une interaction entre les récentes évolutions du conflit dans les trois pays et les activités du programme. En effet, elle permettra de faire une mise à jour du cadre logique du programme afin de minimiser les risques DNH dans la mise en œuvre des activités du programme.

Pays	Conflits identifiés dans les 3 pays du programme	Influence positive du programme sur les dynamiques de conflits	Influence négative potentielle des dynamiques des conflits sur le programme
<b>Burkina Faso</b>	<b>Conflit lié aux ressources naturelles et foncières</b>	<p><u>Les champs école paysan (CEP)</u> facilite le regroupe des communautés autour des sessions de formations organisées par le programme à travers des outils didactiques simples traduits en langue pour faciliter le partage des connaissances acquises avec les producteurs. La collaboration pour le partage des connaissances acquises en matière de pratiques agronomiques (préparation du terrain, sélection des semences, désherbage et lutte contre les parasites) renforce la cohésion sociale entre les différents acteurs autour des ressources naturelles.</p> <p><u>Les transferts monétaires (TM)</u>, renforcement de l'économie de ménage face aux chocs saisonniers permettent aux communautés de saisir ensemble les opportunités qu'offre le projet. Les regroupements sur les sites du TM facilitent les échanges communautaires, en</p>	<p><u>Le Holistic Management (HM)</u> consiste à mettre un grand nombre d'animaux sur le parcours pendant un temps court pour garantir un apport direct de déjection animale (fumure organique) et favoriser par la suite l'infiltration des eaux dans le sol et le développement des herbacées pérennes. Cette interaction dans ce contexte des tensions latentes entre agriculteurs et éleveurs pourraient impacter (dans les perspectives d'un conflit violent) la cohésion sociale entre agriculteurs et éleveurs. Car, quel que soit le niveau de confiance existant entre ces deux acteurs, la violence d'un conflit agriculteurs-éleveurs pourrait impacter sur le niveau de confiance entre ces acteurs et l'un d'eux pourrait prendre parti au conflit..</p> <p><u>Les activités de cohésion sociale mettant ensemble les agriculteurs et les éleveurs</u> : une attention particulière doit être portée pour éviter de transformer les espaces de dialogue</p>

	<p>créant l'espace à tous les bénéficiaires vulnérables (agriculteurs-éleveurs) de se retrouver ensemble et renforcer les liens de solidarité par le partage d'information et des idées sur la gestion des montants reçus.</p> <p><u>Les tribunes d'expression populaire (TEP):</u> Ces activités communautaires de rassemblement ont changé la façon d'aborder les conflits autour des ressources naturelles grâce aux espaces de dialogue qu'elles offrent aux communautés. Ces espaces de dialogue encouragent la résolution pacifique des conflits et donnent la chance aux communautés de partager leurs points de vue tout en respectant celui des autres.</p>	<p>communautaire en tribune de règlement de compte ou de violence verbale entre ces deux groupes.</p> <p><u>L'aménagement des puits pastoraux</u> réalisé dans le cadre du programme depuis 2020 pourrait être à risque en raison de l'émergence du conflit autour de l'exploitation des ressources en eau si des protocoles de gestion des points d'eau ne sont pas initiés ou renforcés. Ces aménagements pourraient aussi être perçus comme un soutien direct à une partie et pourraient accroître les rumeurs et les fausses informations sur la neutralité du soutien du programme</p> <p><u>Appui à la récupération des terres dégradées et restauration des terroirs agricoles</u> qui consistent à mettre en état les infrastructures agro-pastorales via l'approche argent contre travail (cash for work) afin de relancer l'économie locale. Les propriétaires terriens (dits autochtones) pourraient se servir de leur autorité au sein de la communauté pour reprendre les sites des infrastructures (terres) aménagées. Aussi, ces autochtones pourraient assimiler les appuis du programme pour un défi à leurs autorités ou coutume et s'en prendre éventuellement à tous les bénéficiaires de ces aménagements.</p>
<p><b>Conflit à base identitaire</b></p>	<p><u>Les activités avec les Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes (FEFA)</u> ciblent certes les femmes, mais la collaboration et le changement de comportement entre les femmes impactent sur tout leur entourage avec leurs familles en première ligne (dont certains membres prennent parti au conflit à base identitaire: mari - jeunes - voisins).</p> <p><u>Les activités d'appui aux services sociaux de base (les centres de santé et de promotion sociale - CSPS)</u> : les participants rapportent qu'au-delà des lignes de division, les CSPS facilitent le</p>	<p><u>Les activités de reconstitution sociale du cheptel,</u> visent les groupes de bénéficiaires PDI qui ont perdu leur bétail du fait de leur déplacement en raison de la situation sécuritaire. Cet appui, en raison de conflit entre PDI et population hôte pourraient être mal perçue par les populations hôtes. En effet, la présence des PDI étant mal perçue par les communautés hôtes, le soutien du programme en bétail pourrait être perçu par les populations hôtes comme un soutien direct du programme à une partie au conflit</p>

		<p>rapprochement communautaire sans distinction identitaire. Ce rassemblement facilite les échanges et la collaboration entre les communautés.</p>	
Mali	<p><b>Conflit autour de l'accès et l'utilisation des ressources naturelles</b></p>	<p><u>Les distributions de vivre</u> dans les zones géographiques du programme au Mali renforcent le rapprochement communautaire et la collaboration entre les bénéficiaires. Ces activités qui impliquent toutes les catégories des populations vulnérables (agriculteurs – éleveurs et pêcheurs) renforcent, malgré les lignes de division, le dialogue communautaire et la solidarité ce qui a un impact positif sur les conflits.</p> <p><u>Les sessions de dialogue communautaire</u> regroupent les différents bénéficiaires (y compris les acteurs aux conflits) autour d'une discussion ouverte et collaborative qui consiste à résoudre pacifiquement les conflits, y compris les conflits autour de l'exploitation des ressources naturelles et trouver des solutions locales et durables. Cette stratégie de rapprochement impacte positivement les conflits autour des ressources naturelles.</p>	<p><u>Les activités d'aménagement hydro-agricoles</u> permettent aussi le curage et l'aménagement des points d'eau. A cet effet, le conflit autour des ressources naturelles identifié pourrait mettre à risque cette activité. Car les points d'eau curés et aménagés pourraient être éventuellement détruits par les éleveurs à la recherche du pâturage. Cette attitude pourrait accroître les risques d'un conflit violent autour de l'exploitation des ressources naturelles.</p>
	<p><b>Conflit à base identitaire</b></p>	<p><u>Les activités d'appui aux services sociaux de base (les centres de santé communautaire - CSCOM)</u> : les participants rapportent qu'au-delà des lignes de division, les CSCOM permettent de rapprocher tous les groupes identitaires présents dans les airs de santé. Ce rapprochement favorise la collaboration et crée une opportunité d'entente commune.</p>	<p><u>Les Tribunes d'Expression Populaire (TEP)</u> ont pour vocation de mettre les communautés ensemble autour d'un problème identifié et de discuter pour trouver des solutions durables. Ces TEP pourraient regrouper les différents groupes identitaires en opposition d'intérêt.</p> <p><u>La reconstitution sociale du cheptel</u> Dans ce contexte de conflit à base identitaire, cette activité pourrait être perçue par l'une des parties à un soutien direct du programme au groupe</p>

		<p><u>Les Sessions de dialogue communautaire</u> : En plus de la transformation du conflit autour des ressources naturelles, ces sessions de dialogue favorisent la collaboration entre les différents groupes identitaires en conflit.</p>	<p>identitaire Peuls qui en sont les bénéficiaires. Cette perception pourrait constituer un risque pour la sécurité du programme et du personnel déployé sur le terrain. Car, les équipes et les activités du programme pourraient être ciblées si une telle perception émerge.</p> <p><u>Les activités de santé animale</u> consistent à la vaccination des animaux organisée par le programme dans les zones pastorales (essentiellement occupé par les Peuls). Au Centre Mali, cette activité pourrait être perçue par les groupes d'auto-défense Dozo comme un soutien du programme aux groupes Peuls. Cette préperception pourrait accentuer les risques sécuritaires pour le personnel du programme.</p>
	<b>Conflit lié aux affrontements entre GANE</b>	<p>Les affrontements entre Groupes armés non-étatiques sont les impacts négatifs les plus dangereux du contexte sécuritaire. Ces confrontations sont au-delà de la zone de contrôle du programme.</p>	<p>Les activités du programme seraient à risque si elles coïncident avec ces affrontements, les activités et le personnel pourraient être à risque.</p>
<b>Niger</b>	<b>Conflit lié à l'accès et l'utilisation des ressources naturelles</b>	<p><u>Les activités de cash for work (CfW)</u> : Selon les participants, les activités de CfW facilitent la collaboration entre les communautés sans distinction autour d'un travail d'intérêt commun. Le CfW a été cité comme un exemple d'activité qui impacte positivement le conflit. Car, le CfW permet aux différentes parties au conflit (surtout les agriculteurs) de se parler et de collaborer autour des travaux d'intérêt local.</p> <p><u>Les activités de renforcement des capacités en transformation de conflits</u> : Ces activités consistent à renforcer les capacités des participants en approche Common Ground (CGA). Selon les participants, ces renforcements de capacités permettent aux communautés de transformer pacifiquement</p>	<p><u>Le Holistic Management</u>, dans sa logique d'amélioration de la gestion des parcours et d'interaction entre agriculteurs et éleveurs pourrait être à risque dans ce contexte de conflit de la gestion des ressources naturelles entre agriculteurs et éleveurs. En effet, l'aggravation de ce conflit pourrait affecter la cohésion sociale entre les agriculteurs et les éleveurs mis ensemble autour d'un site. Car, un des acteurs pourraient prendre parti au conflit ce qui affecterait leur vivre ensemble et la collaboration.</p> <p><u>Les activités d'appui à la production maraîchère</u> bien que renforcent la collaboration et la consommation locale des produits maraichers, pourraient être à risque dans ce contexte de conflit entre agriculteurs et éleveurs. Ce conflit pourrait éventuellement impacté les dites aménagés, donc pourra renforcer les lignes de division entre agriculteurs et éleveurs.</p>

		certains conflits liés à l'accès et à l'utilisation des ressources naturelles.	La manifestation de ce conflit montre que les éleveurs détruisent assez souvent les cultures sur leur chemin de recherche des points d'eau ou des zones de pâturage. Ce phénomène pourra concerner les périmètres maraichers soutenu par le programme..
	<b>Conflit à base identitaire</b>	<u>Les sessions de dialogue communautaire</u> : Ces activités de rapprochement intercommunautaire facilitent la collaboration et la mise en confiance entre les communautés au-delà des lignes de division existantes. Selon les participants, les groupes opposés sont capables de participer à ces activités et trouver un terrain d'entente à des tensions inter-communautaires.	<u>La reconstitution sociale du cheptel</u> : dans le contexte de la méfiance entre les Daoussak et les vendeurs/acheteurs d'animaux, la distribution d'animaux aux PDI pourrait influencer négativement le contexte. En effet, les Doussak pourraient contester le cheptel reconstitué par le programme, ce qui pourrait accentuer le conflit identitaire latent entre les deux communautés.

## 5. 4.2. Connecteurs et diviseurs

Les connecteurs et les diviseurs identifiés dans cette analyse permettront aux Consortium d'appliquer le concept Do No Harm dans la mise en œuvre des activités du programme. En effet, selon la méthodologie d'analyse de Search, les connecteurs et les diviseurs permettent de mieux comprendre les relations entre les groupes par rapport aux dynamiques de conflit et opportunité de paix afin de minimiser le risque de conflit violent et de maximiser la cohésion sociale.

Pays	Connecteurs identifiés	Diviseurs identifiés
<b>Burkina Faso</b>	<p><b>(1). Au niveau des Institutions :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les leaders administratifs et coutumiers (Les Maires, les Préfets, l'Organisation de défense des droits de l'Homme, les associations des femmes et des jeunes); les leaders d'opinion (personnes influentes): les responsables des Églises, les Imams, les responsables coutumiers, les forgerons et les représentants des comités de paix</li> </ul> <p><b>(2). Attitudes des communautés à prendre en compte :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le respect de différence (religion, rang social); la solidarité entre les communautés, la tolérance;</li> </ul> <p><b>(3). Valeurs et intérêts :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La parenté à plaisanterie, le respect des aînés</li> </ul> <p><b>(4). Symboles et occasions :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La fête du fleuve dans la commune de Dii et les fêtes traditionnelles de la pêche et de la chasse (le Zonkôrô et le Zamatikan) à Lanfiera et la lutte traditionnelle, la fête des récoltes, et la fête des morts (tôlô) dans la commune de Kassoum et le festival bwa-peulh à Bomborokuy et le marché à bétail de Bomborokuy.</li> </ul>	<p><b>(1). Au niveau des Institutions :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ les partis politiques sont unanimement cités comme des diviseurs</li> </ul> <p><b>(2). Au niveau des valeurs et intérêts :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ le non-respect des principes de laïcité et de l'Etat de droit qui sont sources de désordre et de violation des droits et libertés des citoyens.</li> </ul> <p><b>(3). Au niveau des symboles et occasions :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La fête du dozo à Lanfiera, pendant laquelle les membres de cette confrérie montrent clairement leur différence avec les autres groupes identitaires.</li> </ul>
<b>Mali</b>	<p><b>(1). Autorités et acteurs communautaires:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les autorités locales pour leur implication dans la participation communautaire et le réseau des communicateurs traditionnels (RECOTRADE),</li> <li>➤ Les associations de jeunes et de femmes et les comités de paix,</li> <li>➤ Les services sociaux de base</li> </ul> <p><b>(2). Valeurs et intérêts :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les fêtes religieuses, le mariage entre membres des communautés les baptêmes et les funérailles</li> </ul> <p><b>(3). Symboles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le cousinage à plaisanterie, le Riworo (fête traditionnelle) et la lutte traditionnelle organisée dans les communes de Bondo, Koro, Dinangourou, Dougoutènè 1, Dioungani, Madougou, Yoro et les Courses de</li> </ul>	<p><b>(1). Institutions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Politisation par les autorités des actions sociales ;</li> <li>➤ Les GANE:</li> </ul> <p><b>(2). valeur et les intérêts :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Fêtes de l'indépendance du Mali : la CEMA fête également son indépendance.</li> </ul>

	chameaux les communes de Tessit, N'Tillit et Anderamboukane.	
<b>Niger</b>	<p><b>(1). Autorités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les autorités administratives et coutumières : c'est le point de repère pour les trois communes. Ils participent à toutes les activités initiées au niveau de la commune et collaborent avec tous les acteurs œuvrant pour la paix et la cohésion sociale.</li> <li>➤ Les jeunes et femmes leaders des associations : Ils participent ou animent des activités de sensibilisation, des thés débat, des salubrités etc....</li> </ul>	<p><b>(1). Autorités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les FDS : les FDS prennent des décisions qui sont souvent mal compris par la communauté.</li> <li>➤ Les partis politiques</li> </ul>

## 6. Recommandations pour accroître la sensibilité au conflit

A la lumière des résultats de cette enquête qualitative, les recommandations programmatiques et opérationnelles suivantes sont formulées à tous les membres du Consortium pour accroître la sensibilité au conflit des activités du Consortium PROGRESS au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

### 5.1. Recommandations programmatiques

#### 1. Renforcer la gouvernance des points d'eau et l'accès équitable à la terre pour minimiser les risques des conflits autour de l'accès et l'utilisation des ressources naturelles :

- *Pour minimiser les risques de conflit violent lié à la gouvernance des points d'eau, des activités supplémentaires de collaboration et de dialogue communautaire autour du renforcement des structures de gestion des points d'eau doivent être prévues à Kassoum, Dii et Barani au Burkina Faso, Abala, Banibangou et Tillia au Niger et Bondo, Dinangourou, Dougoutènè 1, Koro, Madougou et Yoro au Mali. En amont, en coordination avec les structures formels et informels de gestion de conflit, une cartographie des points d'eau ayant un protocole de gestion et ceux n'ayant pas doit être conduite pour transformer le conflit en opportunité de paix pour le programme. Ce protocole permettra de mettre sur pied un ordre de gestion équitable et de façon participative pour minimiser les risques de conflits violents.*
- *L'accès à la terre est profondément lié aux normes sociales dans certaines communes du Burkina Faso. Pour minimiser les risques d'influence négative du programme sur ce conflit, des activités spécifiques telles que les Tribunes d'Expression Populaire et des campagnes de sensibilisation de masse doivent être envisagées par le programme. Ces activités pourraient impliquer les Directions nationales et territoriales de l'aménagement du territoire, le Ministère de l'Administration Territoriale, les Chefs traditionnels et religieux. Le besoin de ces activités est plus récurrent dans à Nouna, Bomborokuy, Kassoum et Lanfiera (à la Boucle de Mouhoun) et Diapaga et Botou (Tapoa).*
- *Pour les activités jugés à risque dans l'analyse Do No Harm de ce scan de conflit, il est recommandé aux partenaires du Consortium de faire de mises à jour des stratégies de mise en œuvre de toutes les activités identifiées en y ajoutant des activités de collaboration afin de minimiser les risques potentiels d'influence négative de ces activités sur le contexte conflictuel.*

## **2. Renforcer les activités de cohésion sociale pour transformer les conflits à base identitaires :**

- *Les conflits à base identitaire identifiés montrent une polarisation envers les communautés Peuls dans les 3 pays du Sahel central. Ainsi, afin de renforcer les liens de collaboration, de connaissance et de changement de perceptions, des activités de rapprochement communautaire doivent être intensifiées dans les provinces de la Tapoa, Kossi et Sourou au Burkina, à Bondo, Dinangourou, Koro et Gao au Mali et à Banibangou au Niger. Ces activités pourraient être sous forme des sessions de dialogue communautaire et des activités médias (sur la base des messages clés en changement social et de comportement) en impliquant les leaders communautaires influents et au cours des occasions identifiées dans ces différentes communes (connecteurs).*

## **3. Intégrer les connecteurs et les diviseurs dans toutes les activités de 5 résultats du programme :**

- *Pour toutes les activités dans les 3 pays du Sahel central, les connecteurs et les diviseurs identifiés doivent être pris en compte par les équipes de tous les partenaires (principalement Search et TdH). En effet, il a été identifié des occasions de rapprochement important pour les activités de cohésion sociale et les sensibilisations de masse. Au cours de ces occasions, des messages de paix, de cohésion sociale, de vaccination d'animaux ou des dépistages des enfants malnutris pourraient être partagés avec les communautés. Pour les diviseurs identifiés une attention particulière doit être portée par les équipes pour éviter tout risque d'affrontements au cours des activités communautaires.*

### **5.2. Recommandations opérationnelles**

#### **1. Rendre obligatoire l'utilisation de l'outil de suivi sensibilité au conflit obligatoire sur le programme**

- *Tous les conflits identifiés montrent le niveau de dégradation de la cohésion sociale amplifié par l'évolution de la situation sécuritaire. Afin d'assurer que les activités du programme s'adaptent régulièrement à l'évolution des dynamiques de conflits, la fiche en sensibilité au conflit développée par l'Expert sensibilité au conflit du Consortium doit être rendue obligatoire pour les activités des 5 résultats du programme.*

#### **2. Elaborer un plan d'action opérationnel en s'inspirant des recommandations programmatiques:**

- *Afin d'assurer une meilleure appropriation des résultats de ce scan 3, des ateliers pays de restitution devraient être organisés par l'Expert sensibilité au conflit en collaboration avec le Coordinateur MEAL régional du Consortium, les équipes suivi évaluation des Search et les Coordinateurs Pays MEAL du Consortium (Burkina - Mali et Niger). Au cours de cet atelier de restitution, un plan d'action sur les adaptations programmatiques pourra être élaboré et soumis à l'Unité de Direction pour discussions et validation.*

## 6. Conclusion

De 2021 à 2022, l'évolution des dynamiques des conflits au Sahel central a connu des changements majeurs avec pour conséquences l'augmentation des actes de violence des GANE contre les populations civiles, les mouvements des populations fuyant ces violences, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les résultats du scan de conflit 3 nous permettront d'orienter la sensibilité au conflit et les principes de non-harm des activités du programme PROGRESS.

Les conflits identifiés pourraient impacter directement les activités du programme si des mesures d'ajustement et d'adaptation ne sont prises sur la base des recommandations programmatiques et opérationnelles dressées par l'étude.

Comparativement à l'année passée (Scan de conflit 2, 2021) sur les quatre (4) grandes typologies de conflits identifiées, seul le conflit autour des ressources naturelles a été expressément identifié en 2021. Toutes les trois (3) autres typologies n'ont pas été soulevées par les bénéficiaires. Dans les 3 pays, les conflits les plus prédominants est le conflit à base identitaire (mettant en rivalité les communautés Peuls sur fond d'accusation d'appartenir aux GANE et les autres communautés sociolinguistiques telles que Dogon, Bawba, Gourmantché et Samos (au Burkina Faso), Dogon et Tamasheq (au Mali) et Zarma (au Niger). Ce conflit présente un niveau de risque élevé au des acteurs impliqués et la proportion du niveau éventuel de violence, car, ce conflit augmente les risques de radicalisation des communautés avec un effet immédiat sur la cohésion sociale verticale.

Le conflit entre agriculteurs et éleveurs et le conflit entre agriculteurs, étant l'un des plus vieux conflits au Sahel, connaît également des changements majeurs en termes de seuil de violence au cours de cette année du SCAN 3. Au Mali, il a été mentionné que le conflit découlant de la rivalité entre GANE (principalement AQMI, EIGS - JNIM et la Katiba Macina) aurait un impact sérieux sur la cohésion sociale entre les populations civiles ainsi que la mise en œuvre de certaines activités de rapprochement, de protection sociale et de résilience du programme.

Enfin, nonobstant l'évolution rapide des conflits depuis 2021, il faut noter que les activités du programme ont positivement influencé le contexte en facilitant le rapprochement communautaire au-delà des lignes de division et en renforçant la cohésion sociale verticale et horizontale dans les zones d'intervention du programme au Burkina Faso, Mali et Niger. Ces activités doivent être renforcées dans la stratégie de mise en œuvre du PROGRESS pour cette année 3 en transformant les conflits identifiés en opportunité de paix pour le programme.

----- FIN -----

## Annexes

- Termes de Référence
- Guide d'Entretien
- Questionnaire